



SECURITE OBLIGE



Secrétariat général pour l'administration
**SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE**

S.I.D MEDITERRANEE
Bureau Conduite d'Opérations
Ldt Raphael LE BILLARD

**Travaux de déménagement de la vigie
provisoire du Sémaphore de
Porquerolles vers le site de Breguailhon
sur la BNT**

Coordonnateur SPS :
SECURITE OBLIGE
22 Rue des Baudes
83390 CUERS

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

MISES A JOUR			
N° d'indice	Date	Intitulé	Concerne art. n°
1	28/08/2025	PGC initial et annexes	SO

22 Rue des Baudes - 83390 CUERS
Tél. : 06.48.03.86.53 – Email : contact@securiteoblige.com
Audits, Expertises et CSPS (Loi du 31/12/1993)
SIRET 403 200 256 00010 - APE 746 Z

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1. OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION	4
1.2. DESIGNATION DE L'OPERATION	5
1.3. CALENDRIER DES TRAVAUX – PREVISION D'EFFECTIF – CATEGORIE DE L'OPERATION	5
1.4. DECLARATIONS ADMINISTRATIVES	6
2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT	7
2.1. VOIES D'ACCES / DESSERTE	7
2.2. DANGERS SPECIFIQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	7
2.3. ETABLISSEMENT INDUSTRIELS, COMMERCIAUX, AGRICOLES A L'INTERIEUR OU AU VOISINAGE DUQUEL SE SITUE LE CHANTIER ..	10
2.4 SECURITE DES HABITANTS	11
2.5 CIRCULATION	11
2.6. DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER L'ACCES AUX SEULES PERSONNES AUTORISEES	11
2.7. INTERFACE CHANTIER DOMAINE PUBLIC / INSTALLATIONS PROVISOIRES SUR LE DOMAINE PUBLIC VOIE PUBLIQUE	12
2.8. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	13
3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	14
3.1. RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX	14
3.2. CANTONNEMENTS	15
3.3. NETTOYAGE DU CHANTIER	16
3.4. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	17
4. ELECTRICITE DE CHANTIER	18
4.1. FORCE	18
4.2. ECLAIRAGE	19
4.3. MATERIEL ELECTRIQUE UTILISE PAR LES ENTREPRISES	19
5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER	20
5.1. DISTRIBUTION, INSTALLATION ET ALIMENTATION	20
6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE	21
6.1. LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES	21
6.2. MOYENS DE LEVAGES	21
6.3. MESURES DE PREVENTION	22
7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER	23
7.1. CIRCULATION DE VEHICULES	23
7.2. CIRCULATION DU PERSONNEL	24
8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES	25
8.1. SECOURS	25
8.2. INCENDIE	25
9. PROTECTIONS COLLECTIVES	27
9.1. DISPOSITIONS GENERALES	27
9.2. NATURE DES PROTECTIONS COLLECTIVES	27
9.3. MISE EN PLACE D'EQUIPEMENT COMMUN	30
10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER	31
10.1. PRESENCE D'AMIANTE	31
10.2. PRESENCE DE PLOMB	31
10.3. PRESENCE DE TERMITES	32
10.4. AUTRES MATERIAUX (RADIOACTIFS / DECHETS CONTAMINES ETC...)	32
10.5. TRAVAUX DE DEMOLITION OU DE REHABILITATION	32
10.6. TRAVAUX DE GRANDE HAUTEUR	33
10.7. TRAVAUX DE TERRASSEMENT OU DE TRANCHES	33
10.8. TRAVAUX DE FONDATIONS	33
10.9. UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX	34

10.10. OUVRAGES PARTICULIERS A REALISER.....	34
10.11. AUTRES	34
10.12. ENGINS DE GUERRE	35
10.13. EMPLOI DES EXPLOSIFS	35
10.14. VESTIGES HISTORIQUES	35
10.15. TRAVAIL ISOLE	35
10.16. TRAVAUX "ACROBATIQUES".....	35
10.17. CANALISATIONS EN FIBRO-CIMENT	35
10.18. STOCKAGE DE CARBURANT (CHAUDIERES, CUVES, CANALISATIONS, ETC...).....	35
11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ.....	36
.....	36
11.1. ORGANISATION DE LA PHASE PREPARATION DE CHANTIER :	36
11.2. DECALAGES D'INTERVENTION (TRAVAUX SUPERPOSES, PROTECTIONS COLLECTIVES) :	36
.....	36
11.3. ISOLATION DE CERTAINES ZONES (TRAVAUX BRUYANTS, NOCIF, UTILISATION DE SUBSTANCES TOXIQUES).....	37
11.4. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS ET LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	38
12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	39
12.1. PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	39
12.2. SOUS-TRAITANCE	39
13 - FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT	40
14. ANNEXES	41

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Objet du plan général de coordination

Le présent rapport a pour objet l'application du Décret n°94 1159 du 26 Décembre 1994, visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phase de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé.

1.1.1. Dispositions prises en cas de défaillances

Le Maître d'Ouvrage pourra :

- faire appel à toute entreprise de son choix pour faire respecter les principes élémentaires de sécurité si les observations de Coordonnateur sont récurrentes
- faire appel à toute entreprise de son choix pour assurer la mise en place des équipements et aménagements en cas :
 - d'observations répétées du coordonnateur
 - de retard constaté à l'issue de la période de préparation
 - en cas de constatation de manquement grave aux règles de sécurité par le représentant du MOE

1.1.2. Les principes généraux de prévention

Pour mémoire, la démarche de prévention des risques de chacun des intervenants doit être guidée par le respect des principes généraux de prévention tels que définis par la loi du 31 décembre 1991 consolidée au 01/09/2007.

- a) Eviter les risques
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- c) Combattre les risques à la source
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux, ou par ce qui est moins dangereux
- g) Prendre des mesures de protection collective, en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- h) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs

1.1.3. Les obligations des intervenants

Du Maître d'Ouvrage :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- déclarer les opérations de niveaux I et II
- désigner le Coordonnateur S.P.S.
- réaliser les VRD préalable pour les opérations de plus de 760 k€ T.T.C.
- organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et Coordonnateur
- conserver le PGCSPS pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage
- conserver et transmettre le D.I.U.O.

Du Maître d'Œuvre :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- coopérer avec le Coordonnateur pendant la phase conception
- arrêter les mesures générales en concertation avec le Coordonnateur
- viser les observations du Coordonnateur notées sur le RJC

De l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- appliquer les principes généraux de prévention
- viser le RJC et répondre aux observations du Coordinateur

1.1.4. Fonctionnement

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est joint aux autres documents remis par le Maître d' Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes officiels de prévention, ainsi que les membres du Collège Inter-entreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d' Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

1.1.5. Durée de conservation

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé tenu par le Coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d' Ouvrage, à compter de la date de réception du bâtiment.

1.2. Désignation de l'opération

Nature des travaux :	Travaux pour le déménagement de la vigie provisoire rénovation du Sémaphore de Porquerolles vers le site de Bréguailhon sur la BNT,
Implantation géographique / adresse :	Semaphore de Porquerolles Iles de Porquerolles HYERES (83), Base Navale de TOULON
Mode de passation des marchés :	Marché passé en procédure adapté

1.3. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération

Délai d'exécution	Durée initiale du chantier 6 mois y compris congés payés et jours d'intempérie selon précision du CCAP.
Démarche avant travaux	<p>Les entreprises disposent d'un délai de 3 mois à compter de la date de signature de leur marché.</p> <p>Durant cette période les entreprises doivent procéder avec le Coordonnateur à une visite d'inspection commune du chantier, qui doit leur permettre d'établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.). Dans tous les cas le Coordonnateur doit être en possession du P.P.S.P.S de chaque intervenant avant le démarrage de ses travaux.</p> <p>Les entreprises disposent du délai de préparation fixé à 3 mois par le Maître d'Ouvrage pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.) et commencer leur travaux.</p>
Prévision d'effectif	Effectif estimé : 10 personnes en pointe
Catégorie	<p>Opération de catégorie 2 (comportant des travaux à risques particuliers)</p> <p>Dont la liste complète est donnée ci-après :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en oeuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :<ul style="list-style-type: none">○ à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres○ à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens des articles R- 4624-19 et 20, ainsi que des articles R- 4412-44, 45, 46 à 51 et 82, et R- 4426-6.3. Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante4. Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 19755. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées6. Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade7. Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous- oeuvre8. Travaux en plongée appareillée9. Travaux en milieu hyperbare10. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors oeuvre supérieur à 200 mètres cubes11. Travaux comportant l'usage d'explosifs12. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/201013. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

1.4. Déclarations administratives

Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage assure l'établissement et la diffusion de la Déclaration Préalable.

Coordonnateur sécurité

Le Coordonnateur sécurité assure la mise à jour de la déclaration préalable et sa diffusion.

2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

2.1. Voies d'accès / desserte

Accès principal :	Une fois sur l'île de Porquerolles, accès par bateau, le chantier est desservi par la voie d'accès principale au Sémaphore. Des modifications de voirie sont à prévoir pour l'accès PL du site. Accès à la BNT par cheminement routier standard.
Charge admissible :	Les charges admises sont à définir à ce jour.
Fléchage Signalisation provisoire	Mise en place, maintien en état et dépose du fléchage (signalisation) depuis l'entrée du cheminement jusqu'au chantier après présentation au Maître d'Ouvrage, et en concertation / validation avec les services du SID et l'ONF gestionnaire du site qu'emprunte le chemin d'accès au sémaphore. Les règles d'utilisation particulières (restriction d'horaires par exemple) seront dictées par l'ONF et la BNT, une co-activité avec les nombreux randonneurs sera effective sur le chemin d'accès.
Gabarit à respecter	Les accès au chantier sont au gabarit routier.

2.2. Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier

2.2.1. Site occupé par l'utilisateur.

- **Bruits de chantier**

Il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

Les entrepreneurs devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions avoisinantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées.

- **Accès au chantier**

Les entreprises veilleront à ce que chacun de leurs salariés soit équipé d'un badge avec photo. Le badge sera porté de façon visible pour pouvoir lire facilement les noms de la personne et de l'entreprise. Le chef d'équipe en sera également équipé.

- **Tenue et comportement**

Les salariés des entreprises devront toujours être en tenue décente et badgés.

A ce titre, une tenue de travail réglementaire sera obligatoire (travail en short, torse nu ou pieds nus est proscrit).

Les salariés des entreprises n'utiliseront en aucun cas un quelconque bien appartenant à l'utilisateur. Ils n'utiliseront pas les sanitaires de l'utilisateur où ils travaillent, les installations de chantier étant prévues à cet effet. Les repas seront pris exclusivement à l'intérieur du périmètre délimitant les installations de chantier.

Il est interdit aux salariés des entreprises de fumer et consommer des boissons alcoolisées sur le Sémaphore et la BNT.

- **Nettoyage et protections**

L'entreprise devra, après chaque journée de travail, replier le matériel et procéder au nettoyage soigné des pièces où sont exécutés les travaux.

Aucun outil ou matériau pouvant créer des dommages de quelque nature que ce soit, ne devront être laissés sur le chantier à la fin de la journée de travail.

En fin de journée, toute disposition visant à préserver la sécurité des utilisateurs, notamment pour ce qui relève de l'état provisoire des installations / travaux devra être prise (protections...).

Les installations des parties communes seront maintenues propres et en état de service, en permanence, pendant toute la durée des travaux. En cas de non-respect de cette obligation, le Maître d'Œuvre, se réserve le droit de faire effectuer ce nettoyage par un tiers, aux frais de l'entreprise.

- **Poussières**

L'entreprise prendra toutes les mesures nécessaires afin d'éviter la propagation des poussières.

2.2.2. Présence de bâtiment public (école, autre chantier, usines, dépôts, hôpital etc...)

- **Préambule**

Les travaux (installations base Vie – clôtures...) doivent se dérouler avant la période travaux

Toutefois les règles suivantes seront appliquées permettant de gérer au mieux les risques ci-après :

Description :	Risque de chute d'objet lors des travaux
Disposition à prendre :	<ul style="list-style-type: none"> • police de roulage ou arrêté de circulation • dévoiement du flux piétons utilisateurs à l'aide de barrière, marquage horizontal, signalisation verticale.
Localisation :	Zone de travaux
Lot chargé des dispositions à prendre :	Entreprise titulaire
Description :	Risque de chute d'objet lors de l'utilisation de la grue mobile
Disposition à prendre :	programmation avec l'utilisateur horaires de travaux particuliers balisage au sol police de roulage ou arrêté de circulation
Localisation :	Zone de grutage
Lot chargé des dispositions à prendre :	A définir à ce jour
Description :	Risque de chute des charges manutentionnées en cours travaux
Disposition à prendre :	<ul style="list-style-type: none"> • Implantation de la grue interdisant le survol des charges au-dessus de la zone utilisateurs • Interdiction de survol de charge par <ul style="list-style-type: none"> • limiteur d'orientation • Limiteur chariot • Consignes d'exploitation pour le grutier • Gestion électronique du crochet • Aucun déchargement par grue à tour n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier. • Le survol des charges à manutentionner est strictement limité à l'emprise du chantier.

2.2.3. Présence de canalisations enterrées ou aériennes :

Description :	Réseaux aériens Réseaux enterrés
Disposition à prendre :	Les réseaux éventuels seront si besoin déviés préalablement à la réalisation des travaux L'entreprise doit établir les DICT (décret « DFDICT » n° 2011-1241 du 05 Octobre 2011) à adopter : plans réseaux fournis par ESID. Les travaux de terrassements ne devront débuter qu'après recherche des réseaux, suivant DICT en retour renseignés par l'ESID. Toutefois, l'entrepreneur découvrant un réseau en service stoppera toute intervention sur la zone concernée et avertira immédiatement le Maître d'Œuvre. L'entreprise respectera le décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010 L'entreprise fera une demande de renseignement de présence de réseaux auprès des exploitants du site. Prévention du risque électrique : se référer à la norme NF C 18-510
Localisation :	Selon plans de récolement des concessionnaires repérage par signalisation au sol
Lot chargé des dispositions à prendre :	Maître d'Ouvrage Entreprise titulaire Gros-œuvre Electricité concessionnaire (gaz, THT)

2.2.4 Bruits de Chantier

Respect de la législation et des réglementations

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits.

Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur est tenu à une obligation de résultat.

Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions nécessaires.
 Les coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier restent à la charge de l'entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.
 Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

2.3. Utilisateurs à l'intérieur ou au voisinage du quel se situe le chantier

Risque de co-activité entre le chantier et l'établissement	Véhicules du service - Flux de piétons Fluides
Zone à risque particulier :	Site en zone protégée
Mesures de prévention :	Rendre le chantier clos et indépendant par la mise en place de clôture de chantier type « heras ». L'accès au chantier sera distinct de l'entrée principale de la vigie provisoire. Les travaux de démolition seront à exécuter après déviation du flux piéton avec mise en place de la signalisation adaptée. Après concertation avec les entreprises retenues, disposition particulière concernant la mise en place de sécurité passive lors de certaines phases critiques de montage : grutage
Mesures de prévention :	Pas de Co-activité entre les utilisateurs et les zones chantier. Dans le cas contraire, l'entreprise met en place : Clôture de type "héras" Panneaux d'indication d'itinéraire obligatoire et d'interdiction d'entrée
Consignes de sécurité établies par l'utilisateur	Ces dispositifs seront expliqués à l'utilisateur, pendant la phase de préparation du chantier. Consignes de sécurité établies par l'utilisateur applicables à son personnel
Locaux / Installation mis à disposition des entreprises extérieures :	SO

2.4 Sécurité des utilisateurs

L'ensemble des travaux du présent marché sera exécuté dans un site en activité.
 L'entrepreneur devra tenir compte de cette sujétion et prendre toutes dispositions pour :

- le maintien des circulations automobiles et piétonnes dans des conditions de sécurité optimales (le balisage diurne et nocturne du chantier, garde-corps, etc...)
 Pour des raisons de sécurité (défense incendie, ambulances), les travaux devront être conduits de manière à permettre le passage de véhicules d'incendie et de sécurité.

2.5 Circulation

Les travaux ne devront pas gêner la circulation des véhicules du service, sur le site
 → De 7h30 à 17h00

La sécurité et la continuité de la circulation des piétons doivent être assurées en permanence pendant toute la durée des travaux, quelle que soit l'heure. Toutes les dispositions seront prises pour prévoir et permettre l'accès immédiat des véhicules de secours et d'incendie pendant les plages horaires de l'entreprise.

La circulation des véhicules et des piétons aux abords de la zone de travaux sera balisée.

2.6. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

Procédure pour les entreprises	Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires et leurs sous-traitants agréés est autorisé à pénétrer sur le chantier. Les demandes d'agrément doivent être déposées auprès du Maître d'œuvre, à l'attention du Maître d'Ouvrage, 15 jours au minimum avant le début d'intervention. Une copie de l'acceptation est transmise au Coordonnateur qui déclenche la visite d'inspection commune avec l'entreprise agréée. Après réception du PPSPS par le Coordonnateur, au moins 8 jours avant l'intervention sur le chantier, cette entreprise
---------------------------------------	---

	est autorisée à travailler. Les entreprises non agréées pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation. Les entreprises tiendront sur le chantier la liste à jour du personnel salarié travaillant sur le site. Cette liste qui peut être une copie du Registre Unique du Personnel aménagée pour être personnalisée au chantier, sera tenue à disposition de l'Inspecteur du Travail et organismes officiels lors de leurs visites sur le site.
Cas particuliers des travailleurs temporaires :	En plus des pièces citées ci-dessus, les travailleurs temporaires doivent disposer de leur contrat de mise à disposition lors de leur mise en place sur le chantier.
Badge ou vêtement distinctif :	Chaque entreprise doit peut munir ses salariés d'un badge d'identification professionnelle (BIP) ou d'un vêtement distinctif. Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.
	Procédures de délivrance des accès au site du sémaphore et de la BNT <div> <p>Sur le site de Porquerolles, la liste des personnels accompagnée de leur CI sera envoyée à la FOSIT une semaine mini avant l'accès pour obtenir une autorisation</p> <p>Les demandes d'accès à la BNT se font par l'intermédiaire du Bureau des Accès</p> <p>Les personnels devront avoir un CPR en cours de validité</p> </div>
Personnel extérieur au chantier	Le personnel extérieur au chantier n'est pas admis, sauf livraison. Le personnel doit être porteur des protections individuelles adaptées. Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.
Entreprises extérieures intervenant pour le compte d'un Maître d'Ouvrage différent	Application de l'article L.4531-3 : « Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions » Celà sera le cas avec les entreprises mandatées par la DIRISI
Concessionnaire s'intervenant dans le cadre de l'opération	Si ces derniers sont aussi maîtres d'ouvrage : Application de l'article L.4531-3 : « Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions »

2.7. Interface chantier / Installations provisoires vigie

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en œuvre	Conditions d'entretiens
Clôture	<ul style="list-style-type: none"> - Hauteur : 2m, - Constitution : panneaux grillagés galvanisés, <u>liés entre eux mécaniquement complétés par une plinthe bois</u> et reposant sur des socles en béton et (ou) de bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent et/ou des barrières basses (TP). 	Périphérie du chantier, de la base vie et des zones de stockage.	VRD Gros-œuvre Démolition Entreprise principale	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Portes et portails	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution : panneaux grillagés galvanisés et reposant sur des socles en béton et (ou) de bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent. - Fermeture : par chaîne et cadenas 		VRD Gros-œuvre Démolition Entreprise principale	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Auvents / passage piéton couvert	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution : protection lourde type bastings jointifs à chants ou dispositif de résistance équivalente - absence de point saillant - hauteur libre de 1.9 m minimum. - Equipements : éclairage diurne et nocturne protégé par un disjoncteur différentiel 30 mA. - résistance mécanique des appareils d'éclairage : IK 08 ou supérieur 	A définir à ce jour	SO	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Panneaux de signalisation Voies à créer	Dévoiement du flux piéton en concertation avec les services municipaux <ul style="list-style-type: none"> • Barrière • Rampe d'accès • marquage horizontal • signalisation verticale 	Selon plan d'installation validé par le MOE	VRD Gros-œuvre Démolition Entreprise principale	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en œuvre	Conditions d'entretiens
Signalisations provisoires	Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'informations et les demandes d'autorisation nécessaires et préalables à la réalisation de ses travaux : <ul style="list-style-type: none"> D.I.C.T. Permission d'occupation Autorisation d'emprise sur voirie 	Selon police de roulage Selon GM	Entreprises concernées	Entreprises concernées
Autres	<ul style="list-style-type: none"> Autorisations délivrées par les concessionnaires. Autorisations délivrées par les propriétaires limitrophes. 	Selon repérage électromagnétique préalable selon piquetage préalable	Démolition VRD Gros œuvre Entreprise principale	Démolition VRD Gros œuvre Entreprise principale
Panneau de chantier	L'entreprise réalise, installe, entretien et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d'œuvre. (hauteur des lettres : 8 cm minimum) Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit : Article R8221-1 du Code du Travail.	Son emplacement est défini en concertation avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage. Il doit toutefois être visible depuis le Domaine public	Gros œuvre Lot principal Entreprise principale	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Affichage	"PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"	De part et d'autre des vantaux d'accès au chantier	VRD Gros-œuvre Démolition Entreprise principale	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Passerelles	Passerelles de franchissement au droit des entrées des habitations passerelles nécessaire au dévoiement du flux piéton y compris entretien et dépose	SO	SO	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier

2.8. Plan d'installation de chantier

L'entreprise principale soumet au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité dans les 15 jours suivant sa désignation, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire..

Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

- les emprises sur voirie
- la grue avec son aire de survol
- les cantonnements / TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)
- le bureau de chantier
- les magasins
- les aires de stockage ou de préfabrication
- le réseau d'alimentation électrique du chantier
- le réseau d'alimentation en eau du chantier
- les clôtures
- les accès
- les flux de piétons et d'engins différenciés
- le stockage des terres

NOTA

Dans le cas où l'entreprise de démolition est appelée à intervenir avant la nomination du lot Gros œuvre, l'entreprise de démolition prendrait les dispositions adaptées pour :

- sécuriser sa zone de travaux : mise en place des clôtures
- satisfaire la réglementation sur les conditions d'hygiène de son personnel sur le chantier : bungalow, bloc hygiène, approvisionnement en eau potable (travaux de VRD, travaux de mise en œuvre de la vigie provisoire,)

3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Application de l'article R 4533-1 du Code du Travail.

" Lorsqu'une opération excède un montant fixé par voie réglementaire , le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail."

Le coût du chantier dépasse le montant fixé par voie réglementaire à 760 K€ HT.

Dans le cas de cette opération, le Maître d'Ouvrage doit se préoccuper de savoir si ces raccordements seront bien réalisés avant le démarrage des travaux de son opération.

3.1. Réseaux divers préalables aux travaux

ELECTRICITE	Localisation :	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison • défini par l'utilisateur,
	Entreprise chargée du raccordement :	Gros œuvre électricité Entreprise titulaire
	Planification du raccordement :	Pendant, voir au débute de la période de préparation
	Frais :	Gros-œuvre / Maître d'Ouvrage / VRD / Entreprise principale/ Compte prorata

EAU	Localisation :	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison défini • défini par l'utilisateur,
	Entreprise chargée du raccordement :	Gros œuvre / Entreprise titulaire
	Planification du raccordement :	Pendant, voir au débute de la période de préparation
	Frais :	Gros-œuvre / plombier / Maître d'Ouvrage / VRD / Entreprise principale/ Compte prorata

EAUX USÉES	Localisation :	Le réseau EU est situé • à proximité Les sanitaires doivent être raccordés sur réseau d'égout par l'entreprise installatrice.
	Entreprise chargée du raccordement :	Gros œuvre / VRD / Plomberie / Entreprise titulaire
	Planification du raccordement :	Pendant la phase de préparation de chantier Dans l'attente d'un raccordement possible sur un réseau définitif, il est admis la mise en place d'un sanitaire de type chimique.
	Frais :	Gros-œuvre / VRD / Entreprise principale/ Compte prorata

3.2. Cantonnements

Dispositions Générales :

Dès leur désignation, les entreprises communiquent au Coordonnateur Sécurité, leur courbe d'effectif.

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010
- fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 99
- il est très important de noter que le site est particulièrement exposé aux risques de foudre et aux vents très violents, toutes les installations devront prendre en compte ces paramètres

Il est à noter qu'en cas de présence de personnel féminin travaillant sur le chantier, des vestiaires, WC et éventuellement des douches, en nombre suffisant, devront leur être affectés exclusivement.

Description Nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement nouvelle localisation	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien	Répartition des frais
Vestiaires	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne (1 bungalow de 6 x 2.5 pour 12 personnes)	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	- Chauffage - Armoires ou vestiaires avec serrure ou cadenas - Bancs - Patères pour l'accrochage des vêtements humides. - Revêtement de sol facilement lessivable	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.	Gros-œuvre Entreprise titulaire		Gros-œuvre Entreprise titulaire
Réfectoires dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité d'accueil est limitée de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	- Chauffage - tables et chaises en nombre correspondant aux vestiaires. - La surface des tables aisément lessivable. - chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises. - Garde-manger ou réfrigérateur	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.			
Sanitaires	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	Aménagement d'escalier à l'entrée du sanitaire. WC chimiques tolérés	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.			
Bureaux	Dimensions et équipements suivant précision du Maître d'Œuvre.	Bungalow spécifiques. Bungalow confondu avec le réfectoire. Garages des villas dans un deuxième temps. Une des pièces d'un appartement	Fourniture d'équipements de protections individuelles destinés aux visiteurs (bottes de chantier, casques).		Gros-œuvre Entreprise titulaire	Entreprise Principale Gros œuvre L'entreprise assure quotidiennement le nettoyage des parties communes du cantonnement	
Locaux existants	Mise à disposition par le Maître de l'ouvrage de locaux existants.	Localisation non encore défini	Les locaux sont aménagés en tables et chaises			Gros-œuvre	Gros-œuvre
	Utilisation d'un appartement vacant type	Localisation fonction des	L'entreprise doit prendre un bail avec le service				

Description Nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement nouvelle localisation	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien	Répartition des frais
	T4, loué pour les besoins du chantier.	vacances de logements non encore connue à la date de consultation des entreprises	locatif et justifier d'une assurance responsabilité civile.				
	En fin de chantier, replis à l'intérieur du bâtiment. à RDC dans un appartement une zone déterminée par le Maître d'Œuvre. La suppression du cantonnement extérieur est subordonnée à la mise en service préalable du cantonnement intérieur.		Mise en fonctionnement sur le réseau définitif d'un sanitaire provisoire comprenant la fourniture et pose - d'un lave main et d'un WC - raccordement AEP, EU, EV - une porte verrouillable de l'intérieur. - hublot d'éclairage - raccordement au réseau chantier		Gros œuvre Plomberie électricien menuisier intérieur	Gros œuvre Plomberie électricien menuisier intérieur chacun pour ce qui les concerne Gros œuvre pour le nettoyage	

Installations de sanitaires complémentaires

SO

Localisation / dimensionnement

Bungalows raccordés sur le réseau EU si possible (micro station)

Lot chargé de leur mise en œuvre et de l'entretien :

Entreprise titulaire

3.3. Nettoyage du chantier

Règles générales

Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de propreté du chantier autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier.
Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit. (à l'exception des bois parasités diagnostiqués suivant le rapport joint).
L'entreprise G.O. aura à sa charge le nettoyage de la voie d'accès, des circulations piétonnes extérieures et des voies publiques aux abords du chantier. Eventuellement celles-ci seront lavées et balayées avec des moyens appropriés.
L'entreprise chargée du lot G.O. aura à sa charge le nettoyage des circulations verticales et horizontales jusqu'à la fin du chantier. Tout jet par les fenêtres et tout épandage aux abords des bâtiments sont formellement prohibés.

Bennes à gravois

Il est mis en service, pendant toute la durée du chantier, des bennes en nombre suffisant à l'usage de toutes les entreprises qui sont tenues d'y déposer quotidiennement les résidus de leur activité.
Chaque entreprise doit procéder au démontage et compactage de ses emballages et colisages

Tri sélectif

Afin de limiter les coûts de mise en décharge, les entreprises sont invitées à envisager un tri sélectif des gravats et déchets.
Dans cette hypothèse, l'entreprise prévoit la mise en place sur chaque benne de panneaux d'affichage amovibles et résistants aux intempéries et sur lesquels doivent être indiqués.

Pour la benne 1 : Déchets inertes

- Terre et matériaux de terrassement ; béton armé et non armé ; pierres ; parpaings ; briques ; carrelages ; faïences ; gypse et plâtre ; ardoise ; verres ordinaires ; laines minérales ; matériaux minéraux de démolition mélangés sans plâtre.

Pour la benne 2 : Déchets industriels banals (D.I.B.)

Béton léger (cellulaire) ; fers à béton ; Placoplatre ; métaux ; verres spéciaux (teinté, armé) ; bois non traité avec des produits toxiques ; plastiques et PVC ; polystyrène ; caoutchouc ; moquette ; laine de verre ; emballages non souillés.

Pour la benne 3 : Déchets industriels spéciaux

peintures et vernis ; solvants ; certaines colles ; matériels souillés (pinceaux, brosses, chiffons) ; emballages souillés.
Les produits amiantés sont évacués directement en décharge appropriée (classe 1 ou 3) par l'entreprise avec remise au maître d'ouvrage de l'original du bordereau du suivi des déchets.

Conditions

Tout produit présentant un risque particulier (matériaux industriels spéciaux) doit être éliminé par et à la charge de chaque

d'enlèvement des matériaux présentant un risque particulier

entreprise utilisatrice ou ayant un contact avec ces produits.

Liste indicative des matériaux concernés :
 .métaux (zinc, plomb, étain, chrome, nickel)
 .amiante
 .peinture et vernis - emballage
 .tous produits chimiques
 .hydrocarbures
 .produits de soudage

Moyens mis en œuvre caractéristique	Localisation	Phasage	Lot chargé de la mise en place et de l'entretien	Répartition des frais
Bennes à gravois	Emplacement permettant les échanges de bennes sans intervention de la grue à tour	Mise en œuvre à la fin de la période de préparation	Gros œuvre	Entreprise Titulaire
Goulotte à gravât	L'entreprise fournit et entretient, à sa charge, les goulottes à gravats.	Mise en place dès la phase démolition Gros œuvre		Entreprise Titulaire
Nettoyage véhicule	SO	SO	SO	
Lift / ascenseurs	Compte tenu de la hauteur du bâtiment, un ascenseur de chantier (définitif) est mis en service pour assurer le transport des déchets. Sur façade ;	Mise en place à fin de gros œuvre	L'entreprise de Gros œuvre est chargée de piloter cette opération en collaboration avec le Coordonnateur Sécurité et le Maître d'Œuvre.	SO

3.4. Clauses environnementales

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables à la date de signature du marché par ses soins en matière d'environnement, notamment :

- Les dispositions des lois dites « Grenelle 1 » n°2009-967 du 3 août 2009 consolidée au 29 décembre 2012 et « Grenelle 2 » n°2010-788 du 12 juillet 2010 consolidée au 24 mars 2012;
- Le code de l'environnement ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le code du travail ;
- La loi sur l'eau ;
- La circulaire interministérielle du 15 février 2000 (Ministère de l'aménagement du Territoire, de l'environnement et de l'équipement, des transports et du logement) relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics ;
- Le nouveau Bordereau de Suivi des Déchets (B.S.D.D.) publié le 22 mars 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005.

4. ELECTRICITE DE CHANTIER

4.1. Force

4.1.1. Installations primaires (alimentation des cantonnements et des engins de levage)

Description :	<p>L'armoire principale doit notamment comporter les départs séparés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> réseau cantonnement réseau alimentation des postes de travail réseau éclairage circulation <p>Le plan de ce réseau doit être soumis préalablement au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité et après approbation être affiché en permanence dans un lieu accessible.</p> <p>Les armoires et les réseaux de distribution de l'installation doivent être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du Décret n°88.1056 du 14.11.88 consolidée au 22/06/2001 et de la norme NF C 15 100.</p> <p>L'entreprise distribue, installe et alimente :</p> <ul style="list-style-type: none"> le chantier suivant la norme NF P 03 001. Se référer à l'annexe 3. ses propres installations les installations communes de chantier
Lot chargé de l'installation :	<p>Poste de travail : Gros œuvre / Electricité / Entreprise titulaire</p> <p>Cantonnement : Gros-œuvre / Electricité / Entreprise titulaire</p>
Vérification périodique par organisme agréé	<p>Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lors de leur mise en service - à chaque modification ou extension - annuellement <p>Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.</p>
Entretien de l'installation :	<p>Cette installation est maintenue par le lot installateur jusqu'à ce que le Maître d'Œuvre en ordonne l'enlèvement en accord avec le Coordonnateur Sécurité.</p> <p>Le plan de l'installation, doit préciser les organes de coupure et de protection et les mesures à prendre en cas d'urgence.</p>

4.1.2. Installations secondaires

Description, implantation et nombre de coffrets	<p>Chaque coffret comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V prise de courant 45 A + T 350 V si nécessaire pour certains CES un bouton d'arrêt d'urgence un disjoncteur 30 mA <p>Ces coffrets sont fixés mécaniquement au mur (gaines techniques) ou aisément déplaçable sur pied au fur et à mesure de l'avancement des travaux.</p> <p>Ces coffrets, fixés mécaniquement sur pied, sont aisément déplaçables au fur et à mesure de l'avancement des travaux.</p> <p>Il est installé au minimum un coffret par niveau et par cage d'escalier.</p> <p>Prévoir la mise en œuvre de coffrets minimum</p> <ul style="list-style-type: none"> - But : Rallonge < à 25 m à définir sur plan d'installation chantier et distance entre coffret < 50 mètres. - Eviter le passage de câbles dans les circulations (escalier notamment)
Lot chargé de l'installation :	<p>Gros œuvre</p> <p>Electricité</p> <p>Entreprise titulaire</p>
Vérification périodique par organisme agréé	<p>Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lors de leur mise en service - à chaque modification ou extension - annuellement <p>Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.</p>
Appareil d'utilisation :	<p>L'alimentation depuis les armoires de distribution des étages jusqu'à l'appareillage de chantier est à la charge de chaque entreprise utilisatrice.</p> <p>Le matériel utilisé devra être conforme à la réglementation et correctement entretenus.</p> <p>Il pourra être demandé aux entreprises de placer Hors Service tout matériel identifié comme défectueux.</p>
Installations particulières aux enceintes très conductrices:	<p>L'appareillage et l'éclairage électrique utilisés par les entrepreneurs dans les enceintes très conductrices doivent être alimentés en très basse tension de sécurité ou être équipés de transformateur de sécurité à séparation de circuit placés en dehors de l'enceinte.</p>

4.1.3. Utilisation de groupes électrogènes

Les groupes électrogènes utilisés devront posséder une mise à la terre.
A défaut, ceux-ci devront être de classe II.

4.2. Eclairage

Dispositions générales :

	Description	Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien	Vérification périodique par organisme agréé
Circulation intérieure	<ul style="list-style-type: none">• Guirlande 24 volts• Eclairage définitif ou temporaire raccordé sur le réseau provisoire de chantier• Niveau d'éclairement minimum 40 lux• Eclairage existant conservé	Lot électricité	Elles doivent être réalisées par un organisme agréé : <ul style="list-style-type: none">• lors de leur mise en service• à chaque modification ou extension• annuellement Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité
Eclairage de secours	Chaque entreprise fournit à son personnel des lampes torches individuelles. Mise en place de l'éclairage de secours à l'avancement des travaux.	Chaque entreprise Lot électricité	
Éclairage des postes de travail	L'éclairage de chantier est un éclairage de circulation. L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours.	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels	
Éclairage des voies de circulation extérieures	Mats d'éclairage disposés le long des voies d'accès	Lot électricité Lot VRD	Elles doivent être réalisées par un organisme agréé : lors de leur mise en service à chaque modification ou extension annuellement Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité

4.3. Matériel électrique utilisé par les entreprises

Généralités

Caractéristique des appareils d'utilisation	Classe 2 à double isolation IP 47 IK 08 Enrouleurs de classe B Câbles H07 RNF	Le matériel doit être vérifié, en parfait état de fonctionnement	
--	--	--	--

5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER

5.1. Distribution, installation et alimentation

Origine :	comptage
Description :	<p>suivant la norme NF P 03 001. installations communes de chantier installations propres</p> <p>Installation protégée mécaniquement et contre le gel Mise en place de points d'eau Pour 2 niveaux et par cage d'escalier En cas de raccordement en eau brute, prévoir la mise en place de panneau identifiant les points de puisage en eau non potable.</p>
Lot chargé de l'installation :	<p>Gros œuvre Plombier VRD Entreprise Titulaire</p>
Consommations	<p>Entreprise installatrice Maître d'ouvrage</p>
Entretien de l'installation :	<p>L'entreprise installatrice assure l'entretien et la maintenance du réseau qu'elle a installé Le plan de l'installation, doit préciser l'emplacement des robinets d'arrêt.</p>

6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

6.1. Limitation des manutentions manuelles

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de desserte sont aménagées près des lieux de livraison.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent à chaque niveau de la construction, à proximité des postes de travail.

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le Travailleur à la mise en œuvre des matériaux.

6.2. Moyens de levages

Dispositions générales:

Il est prévu la mise en commun des moyens de levage. Il n'est pas prévu la mise en place de moyen communs de levage

Nature des engins	Caractéristiques	Lot installateur	Localisation	Lots utilisateurs	Planification	Conditions de prêt
Grue mobile	L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent	Gros œuvre	Suivant plan installation de chantier du gros œuvre	TCE	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition jusqu'à fin de gros œuvre - La grue est maintenu sur site jusqu'à la livraison des lots cloisons et carrelage 	<ul style="list-style-type: none"> - Convention écrite précisant les limites de prestations et de responsabilité de chacun des entrepreneurs. - Fourniture des appareils de levage à la charge de l'entreprise utilisatrice - Un chef de manœuvre appartenant à l'entreprise utilisatrice, connaissant parfaitement les gestes conventionnels de guidage, est impérativement désigné. - Le grutier doit refuser de manutentionner toute charge mal arrimée ou mal élinguée.
Ascenseurs	SO	SO	SO	SO	SO	
Lift extérieur	Monte-charge sans personnel accompagnant Ascenseur avec personnel accompagnant Desserte de tous les niveaux y compris la terrasse du bâtiment Charge d'emport : 1,5 tonne Prestation comprenant notamment : fourniture, pose, dépose, entretien toutes sujétions de renfort de structure, la mise en œuvre de portillons de sécurité aux niveaux desservis, les adaptations d'accès provisoires aux étages.	Gros œuvre	Sur façade...	SO	A fin de gros œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un liftier - Les frais de mise en œuvre (vérification, consommation, montage, démontage, entretien, liftier, protections) sont portés au débit du compte prorata.
Treuil	L'utilisation de treuil console sur étau bloqué en force est absolument prohibée.			SO		Les frais de mise en œuvre (vérification, consommation, montage, démontage, entretien, liftier,

Nature des engins	Caractéristiques	Lot installateur	Localisation	Lots utilisateurs	Planification	Conditions de prêt
						protections) sont portés au débit du compte prorata .
Recettes	Quantité à prévoir : 1 par niveau Charge utile : 1 T/m ² Surface : 2 m x 3 m minimum	Gros œuvre				
Camion avec grue auxiliaire						
Autres	Monte matériaux	Etanchéité Carrelage Couverture				

6.3. Mesures de prévention

Stabilité des supports et solidité :	<p>Sur demande d'une entreprise désirant installer un dispositif de chantier pour le levage, la manutention ou l'accrochage, l'entreprise à qui incombe, dans le cadre de son marché de travaux, l'étude de la réalisation de l'ouvrage, support, communique les charges admissibles de l'ouvrage considéré.</p> <p>L'entreprise demanderesse doit faire effectuer à ses frais une note de calcul ou une notice d'utilisation de l'ouvrage support par l'entreprise ayant réalisée cet ouvrage support.</p> <p>Après accord de l'entreprise ayant réalisée l'ouvrage support, l'entreprise demanderesse peut mettre en place le dispositif projeté. Elle prend à sa charge, l'installation de son dispositif, les modifications à l'ouvrage support éventuellement nécessaires, l'enlèvement de son dispositif après usage et la remise en état de l'ouvrage support.</p>
Vérification des engins :	<p>Les installations de levage, les appareils de levage et d'élévation du personnel doivent être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier.</p> <p>Les rapports de vérification doivent être tenus à disposition sur site.</p>
Limitations des interférences :	<p>Avant toute mise en place sur le chantier d'engins de levage fixes ou mobiles, les entreprises doivent impérativement communiquer au Coordonnateur Sécurité pour accord préalable, le plan d'installation et l'étude des interférences.</p> <p>Clôturer le périmètre de déplacement des lests de grues à montage rapide.</p>
Limitation des manutentions manuelles	<p>Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :</p> <ul style="list-style-type: none"> les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux <p>Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en œuvre des matériaux</p>
Prévention des renversements	<p>Le rapport de vérification de la grue à tour mettra en évidence la conformité de son installation avec la recommandation R 406 CNAMTS du 10 juin 2004.</p> <p>Balisage de la zone de montage de la grue. Aucune autre entreprise non concernée par le montage ne pourra être présente dans cette zone</p>
Autorisation de conduite	<p>Les salariés chargés de la conduite des engins de levage (ou/et des élévateurs de personnel) doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement. (CACES autant que possible)</p>
Risque de chute de matériaux	<p>Pour tout levage de matériaux, l'entreprise utilisatrice du moyen de levage devra mettre en place un homme de manœuvre qui devra s'assurer de l'arrimage des matériaux et de neutraliser la zone à risque sous le levage jusqu'à la fin du déchargement sécurisé.</p>

7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER

7.1. Circulation de véhicules

Dispositions générales :

Plan de circulation

L'entreprise réalise et soumet au Coordonnateur Sécurité un plan de circulation.

Ce plan doit préciser :

- le sens de circulation des véhicules et engins de chantier.
- la séparation des flux piéton et véhicule.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins :

Toute manœuvre de véhicules et engins à l'intérieur du chantier est à effectuer avec l'aide d'un signaleur.

Lorsqu'un conducteur d'un véhicule doit exécuter une manœuvre dans des conditions de visibilité insuffisantes, un homme de trafic sera mis en place ponctuellement afin de diriger et d'avertir les travailleurs survenant dans la zone où évolue le véhicule. Les mêmes précautions doivent être prises lors du déchargement.

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
Voie intérieure	Voie intérieure aménagée depuis la route sur une largeur de 5 m. Voie provisoire constituée d'une couche de tout venant sur un feutre anti-contaminant synthétique. Desserte des aires de livraison et des cantonnements.	Depuis la rue jusqu'aux plates-formes cantonnements et stockage	Par délégation du Maître d'Ouvrage, le raccordement de la parcelle au réseau routier est assuré par le lot gros œuvre VRD Terrassement préalablement au démarrage des travaux.	Lot gros œuvre VRD Terrassement	Lot gros œuvre VRD Terrassement Cette prestation comprend l'entretien de cette voie pendant la durée du chantier
Livraison/ Déchargement	Le chauffeur pénètre avec son véhicule dans l'enceinte du chantier sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle sa présence est requise.	Selon plan d'installation de chantier gros œuvre	L'entreprise met à disposition du chauffeur une personne compétente pour guider les manœuvres en marche arrière	TCE	TCE
Stationnement	- Plate-forme constituée d'une couche de tout venant sur un feutre anti-contaminant synthétique. - Prévoir un marquage au sol pour matérialiser les emplacements - Aucune aire de stationnement ne peut être aménagée. - Les véhicules devront stationner dans les rues avoisinantes.	A l'emplacement des parkings définitifs A proximité de la zone cantonnement	Lot gros œuvre VRD Terrassement	Lot gros œuvre VRD Terrassement	Lot gros œuvre VRD Terrassement
Signalisation	Mise en place un ralentisseur (gendarme couché), panneau stop, Dimensions du ralentisseur compatibles avec le franchissement par des V.L.	A l'aplomb du portail de sortie des véhicules lors de la pose de la clôture du chantier.	Lot gros œuvre VRD	Lot gros œuvre VRD	Lot gros œuvre VRD

7.2. Circulation du personnel

Dispositions générales :

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais	Vérification par organisme agréé
Séparation des voies véhicules et personnel chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Cheminement piétons reliant à pieds secs l'entrée du chantier à la zone de cantonnement. - Matérialisation physique au moyen de fiches porte lanterne et filet balis-ville ou équivalent 	<p>Selon plan de circulation Gros œuvre</p> <p>Ce plan doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le sens de circulation des véhicules et engins de chantier. - la séparation des flux piéton et véhicule. 	L'entreprise de gros œuvre durant la phase de préparation de chantier	Gros œuvre Entreprise principale	Gros œuvre Entreprise principale	Sans objet
Escaliers provisoires	Accès sûr et permanent à la plate-forme terrassée.	<ul style="list-style-type: none"> - Dans un premier temps un escalier reliant la tête de talus à la plate-forme - Dans un deuxième temps un escalier (départ tête de voile) plus une passerelle de franchissement entre la tête de talus et la tête de voile 	Gros œuvre jusqu'à remblaiement des fouilles	Gros œuvre Entreprise principale	Gros œuvre Entreprise principale	Sans objet
Escaliers provisoires	Tour escalier pour accès à la terrasse du bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> - A définir avec la maîtrise d'œuvre et l'OPC - Le déplacement de la tour pour réalisation du bardage est à prévoir 	Couverture	Couverture	Couverture compte prorata	Sans objet
Lift / Ascenseurs	SO	SO	SO	SO		SO
Protection des accès (auvents)	<ul style="list-style-type: none"> - Protection lourde de type bastinges jointifs à chants ou équivalent. - hauteur libre : 1.9 m minimum - longueur : 3 m environ. - éclairage diurne et nocturne protégé par un disjoncteur différentiel 30 mA. - Résistance mécanique des verres des appareils d'éclairage aux chocs de 6 Joules. 	Au droit de l'entrée principale du bâtiment	Gros œuvre Entreprise principale	Gros œuvre Entreprise principale	Gros œuvre Entreprise principale	Sans objet
Escaliers définitifs	L'entreprise doit réaliser à l'avancement les escaliers définitifs. En cas d'impossibilité, elle met en œuvre des tours escaliers y compris déplacement et enlèvement		Gros œuvre Entreprise principale	Gros œuvre Entreprise principale	Gros œuvre Entreprise principale	Sans objet
Échelle acier articulée	Escalier de chantier portable et pliable avec marches articulées Montant latéraux verticaux Mains courantes A verrouillage semi-automatique (SGB)	Accès aux planchers d'étages	Gros œuvre Entreprise principale	Gros œuvre jusqu'à mise en place des escaliers définitifs	Gros œuvre Entreprise principale	Sans objet
Échelle acier	Mise en place d'échelles dépassant de 1m le plan de travail, arrimées en tête ou butées en pied	Accès aux étages	Gros œuvre Entreprise principale	Gros œuvre jusqu'à mise en place des escaliers définitifs	Gros œuvre Entreprise principale	Sans objet

8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES

8.1. Secours

Numéro d'appel en cas d'urgence :	Voir liste en annexe		
Implantation du téléphone de secours :	Accessibilité	Installation dès le début de l'opération dans un lieu signalé et accessible à tous, libre d'accès jusqu'à la fin des travaux, d'un téléphone à partir duquel il est possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs	
	Localisation :	Chaque chef d'entreprise est responsable de la parfaite information de ses salariés sur la localisation du poste. Dans l'attente de la ligne raccordée au réseau, il est fait obligation de maintenir sur le chantier un téléphone mobile en état de marche.	
	Consommations	Elles sont gérées au titre du compte prorata	
	Lot chargé de son installation :	Gros Œuvre	
Infirmierie de chantier (si l'effectif est supérieur à 200 personnes) :	Lot chargé de son installation :		
	Implantation :		
	Description		
	Signalisation		
Nacelle d'évacuation des blessés :	SO		
Zone de travail éloignée :	SO		
Accès réservé au secours :	L'accès au chantier se fait par l'entrée. Les circulations ne doivent pas être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.		
Relation avec les services de secours :	Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur titulaire du Lot Gros œuvre prend contact avec le Centre de Secours des pompiers pour signaler son intervention. En accord avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur, il est remis un plan de masse aux pompiers mentionnant l'accès pour les interventions et le point de ralliement		

8.2. Incendie

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds :	Réalisation d'un permis feu, journalier, ou avec le responsable de l'établissement, dans la zone des travaux mitoyenne avec les zones en activité de l'établissement L'entreprise concernée doit disposer d'extincteur de classe de feu en adéquation avec la nature du risque généré et à jour des vérifications périodiques
Dispositions prises pour le stockage de produits dangereux :	<ul style="list-style-type: none"> dépôts de carburant : Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols : Enveloppe double ou bac de rétention. Produits inflammables, toxique : Dépôt interdit dans les locaux du chantier. Approvisionnement au fur et à mesure des besoins

Dispositions prises contre le risque d'incendie	Protection contre le risque d'incendie du cantonnement	L'entreprise installatrice met en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire) Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc...).
	Protection contre le risque d'incendie sur les postes de travail	Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail. Mise en place d'une lance incendie à poste en permanence sur le chantier
Mise en place de colonne sèche (IGH) :		
Mise en place d'un service de sécurité (IGH) :		

9. PROTECTIONS COLLECTIVES

9.1. Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée.

En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires.

Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d'Œuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par cette dernière

9.2. Nature des protections collectives

<i>Emplacement</i>	<i>Risques</i>	<i>Type de protection</i>	<i>Responsable de sa mise en place</i>
Haut de talus et tranchées	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne Renversement d'engin 		
	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> Barrières amovibles Stockage éloigné des têtes de talus 	Gros œuvre
	<ul style="list-style-type: none"> Chute de matériaux 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un grillage en tête de talus 	Terrassement Entretien par le Gros œuvre
Accessibilité à la plate-forme terrassée	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> Escalier provisoire en bois avec garde-corps Tour escalier 	Gros œuvre
Étanchéité de murs enterrés	Ensevelissement	<ul style="list-style-type: none"> Talutage conforme aux préconisations du bureau d'étude de sol Purge des têtes de talus et protection collective 	SO
Travaux en tranchée	<ul style="list-style-type: none"> Chute d'objet Renversement d'engin 	<ul style="list-style-type: none"> Rabattement de nappe Stockage éloigné des têtes de talus Blindage systématique lorsque : La hauteur de la tranchée est supérieure ou égale à 1.3 m et sa largeur est inférieure aux 2/3 de sa profondeur. 	VRD Gros œuvre
Travaux en vide sanitaire	Insalubrité	<ul style="list-style-type: none"> Rabattement de nappe Absence d'appareils à émission de CO2 ou ventilation forcée 	VRD Gros œuvre
Circulation sous réseaux électriques aériens	<ul style="list-style-type: none"> Électrisation par amorçage Électrisation par contact direct 	<ul style="list-style-type: none"> Consignation des réseaux Gabarit de passage 	VRD
Entrée principale du bâtiment	Chute d'objet	<ul style="list-style-type: none"> Passage couvert mis en place pour permettre un accès sûr du personnel des entreprises à partir de la voie de circulation piétonne, après accord sur l'emplacement du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Sécurité. 	Gros œuvre Entreprise Titulaire
Murs et poteaux préfabriqués	Renversement d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité provisoire des ouvrages assurée par 2 dispositifs de stabilisation au minimum Appareils de levage adaptés au procédé retenu 	SO
Voile	Renversement de coffrage	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité des coffrages assurés dans toutes les phases d'utilisation y compris stockage Deux dispositifs de stabilisation par panneau isolé N+ 1 dispositifs pour N panneaux assemblés Dans tous les cas se conformer aux préconisations du fabricant de banches Mise en place d'éléments d'éclatage complémentaire 	SO

Emplacement	Risques	Type de protection	Responsable de sa mise en place
Plate-forme de banche de ht >1,00m	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps intégré à l'outillage • Passerelles de contournement au droit des murs de refends 	SO
Montage des élévations en parpaings, béton cellulaire, briques	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personne • Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps et accès intégrés aux plates-formes de travail • protections plaquées sur la face opposée • Ces protections sont compatibles avec la nature de l'ouvrage à réaliser y compris la pose des menuiseries extérieures 	Gros œuvre dispositif maintenu en place jusqu'à la pose de la couverture tuiles
Montage des élévations en parpaings, béton cellulaire, briques	<ul style="list-style-type: none"> • Renversement d'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> • Proscrire l'utilisation de mortier retard • Rangs montés quotidiennement limité à 7 • Réalisation des chaînages à l'avancement • Mode opératoire garantissant la stabilité des murs en phase provisoire par l'étalement provisoire de l'ouvrage défini par le bureau d'étude structure 	Gros œuvre
Pose des planchers préfabriqués	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps enfilés en tête de voile et/ou sur les poutres. • Incorporation de fourreaux acier espacés de 1,5 m et dépassant le niveau fini du plancher 	SO
Préfabrication foraine d'éléments de planchers préfabriqués (poutres prédalles, balcons)	Ruine de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des temps de séchage • Adéquation du plan d'étalement avec le matériel réellement approvisionné sur site • Incorporation d'anneaux ou de dispositifs de levage adaptés 	SO
Pose d'éléments horizontaux de planchers préfabriqués d'usine : - poutres - pré dalles - balcons - corniches	Ruine de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Demande de mise en place d'anneaux de levage • Adéquation de l'étalement sur site avec le plan d'étalement • Mise en œuvre d'appuis complémentaires provisoires de rives même dans le cas de pose dites « sans étalement » • Mise en place systématique d'un étalement de rive garantissant la longueur d'appui nécessaire en phase provisoire • Appareils de levage adaptés aux différents procédés 	Gros œuvre
Pose d'éléments horizontaux de planchers préfabriqués d'usine de type dalles alvéolées	Ruine de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place systématique d'un étalement de rive garantissant la longueur d'appui nécessaire en phase provisoire • Procédure qualité garantissant le contrôle des appuis avant mise en place • Préférer une pose par trous traversant en lieu et place du palonnier à pinces traditionnel 	SO
Rive de coffrage de plancher	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps verticaux ou filet pare-chute horizontaux 	SO
Rive de dalle après coulage	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Position des garde-corps compatibles avec les interventions successives des corps d'état 	
Rive de plancher toiture terrasse Acrotère hauteur < 1 m	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps enfilés en tête d'acrotère. • Incorporation de fourreaux PVC ø 27 mm espacés de 1,5 m • Garde-corps à pinces tous les 1,50 m (pose sous protection individuelle) conformes au décret 2004-924 du 1er septembre 2004 consolidé le 03/09/2004 • Pose des costières, coiffes d'acrotères sous protection individuelle 	SO
NOTA : La dépose de la protection mise en place par le gros œuvre est faite par le lot étanchéité, sur ordre du maître d'œuvre lorsque tous les travaux sont terminés et après avoir vérifié que les socles supports anneaux participant à la mise en sécurité du personnel ou garde-corps définitif sont réalisés. Ces protections doivent permettre au personnel de réaliser les finitions (pose des couvertines) en toute sécurité			
Plates-formes de travail sur tours d'étalement pour la réalisation des balcons	Chute de personne	Sur largeur suffisante des platelages sur tours pour permettre la circulation du personnel aménagement d'accès sûr à ces platelages	SO
Ouvertures verticales avec allège < 0.90m	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps compatibles avec la pose de la menuiserie extérieure et de la serrurerie. • Fixation des protections en tableaux permettant la pose de la menuiserie 	SO
		<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps compatibles avec la pose du garde-corps serrurerie. 	SO
Baies toute hauteur	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps provisoire scellé en tableaux des baies et maintenu jusqu'à pose des menuiseries définitives • Garde-corps compatibles avec la pose du garde-corps serrurerie 	SO

Emplacement	Risques	Type de protection	Responsable de sa mise en place
		<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une plinthe. 	
Accessibilité toiture bâtiment industriel	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> Tours escaliers provisoires 	Entreprise titulaire
Accessibilité aux planchers des étages	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> Échelles d'accès arrimée en tête 	SO
Trémies d'escaliers	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> Garde-corps sur les paliers Escaliers définitifs ou tours escaliers provisoires 	Entreprise titulaire
trémies > 0.30m de coté	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> Garde-corps compatibles avec la pose des réseaux verticaux 	Gros œuvre
Trémies < 0.30m de coté	Chute d'objet	<ul style="list-style-type: none"> Plaque d'obturation spittée, armatures continues 	Gros œuvre
Trémie pour skydômes et lanterneaux de désenfumage	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne Chute d'objet Infiltration d'eau dans le bâtiment 	<ul style="list-style-type: none"> Obturation en <u>sous face</u> assurant surface de recueil. Dispositif maintenu en place jusqu'à la pose des lanterneaux Constitution de batardeaux en périphérie des trémies 	Gros œuvre
Trémie d'accès aux combles	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> Obturation en sous face assurant surface de recueil. Dispositif maintenu en place jusqu'à la pose des trappes Constitution de batardeaux en périphérie des trémies 	SO
Bas de pente de toiture tuiles	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> Protections plaquées sur la face extérieure 	SO
Bas de pente de toiture tuiles	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> Garde-corps conformes au décret 2004-924 du 1er septembre 2004 consolidé le 03/09/2004 plateforme de travail sur console ou passerelle 	SO
	NOTA : Ces protections verticales ne seront enlevées que sur ordre du maître d'œuvre, après s'être assuré de la mise en œuvre des crochets participants à la mise en sécurité du personnel		
Terrasses (provisoires) des bâtiments	Électrification	<ul style="list-style-type: none"> Évacuation provisoire des eaux pluviales jusqu'au raccordement des descentes définitives 	Gros œuvre
Travaux en élévation sur nacelle	<ul style="list-style-type: none"> Renversement d'engin Chute d'objet Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> Remblaiement en périphérie dès la réalisation du plancher haut du dernier sous-sol Traitement de surface en pied de façade en sur largeur de 2 m par rapport à la façade 	
		<ul style="list-style-type: none"> Nacelles à jour de leur vérification réglementaire avant mise en service sur site Copie du rapport à disposition sur site Balisage en pied Mise à disposition du personnel de harnais de sécurité Formation du personnel à l'utilisation des engins 	Entreprise utilisatrice
Travaux en élévation à l'extérieur du bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> Renversement d'échafaudage Chute d'objet Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> Remblaiement en périphérie dès la réalisation du plancher haut du dernier sous-sol Traitement de surface en pied de façade en sur largeur de 2 m par rapport à la façade 	
Echafaudages (Hauteur > 3m)		<ul style="list-style-type: none"> Planchers de travail complets Garde-corps périphériques avec plinthe Accès par échelle intérieure + trappe, en quinconce Stabilité par étayage complémentaire Balisage en pied Stabilisation par jambes de force ou ancrage en façade (1/24 m2 non bâché). Constitution et montage suivant décret n°2004-924 du 1er septembre 2004 consolidé le 03/09/2004 complétée par la recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004. 	Entreprise utilisatrice
Travaux en élévation à l'intérieur du bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> Planchers de travail complets avec garde-corps et accès sécurisés conformes au décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 consolidé le 03/09/2004 Postes de travail en hauteur (PIR, etc...) conformes au décret 924 du 1er Septembre 2004 	Entreprise utilisatrice

9.3. Mise en place d'équipement commun

Dispositions générales :

	Objet	Localisation	Planification	Lot chargé de sa mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais
Échafaudage de façade	Les lots impactés par l'utilisation (poste de travail ou protection collective) de l'échafaudage sont les suivants Constitution et montage suivant décret n° 2004-924 du 1° septembre 2004 consolidé le 03/09/2004 complétée par la recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.					SO
Échafaudages intérieurs	Concerne : Constitution et montage suivant recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.					SO
Plate-forme motorisée à niveau variable	Recommandation R 272 Vérification initiale de la structure et de l'installation électrique					SO
Échafaudage volant à treuil manuel						SO

Signalisation temporaire de chantier :

Les règles à respecter pour la signalisation temporaire sont celles fixées par la huitième partie du Livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 6 novembre 1992. Il est précisé que la signalisation temporaire sera en cas de besoin lestée obligatoirement à l'aide de sacs de lestage. La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation de chantier sont à la charge de l'entrepreneur. Elle devra être maintenue de jour comme de nuit.

La signalisation est :

- adaptée au chantier afin d'assurer la sécurité du personnel et des usagers,
- cohérente pour ne pas donner des instructions contradictoires avec celles de la signalisation permanente,
- crédible, la nature et la position des panneaux doivent évoluer en fonction des risques et de l'avancement du chantier,
- lisible, éviter la concentration des panneaux; ne pas les placer trop près du sol,
- stable, calée afin de supporter notamment les effets des conditions atmosphériques et de la circulation.

Cette signalisation devra être conforme aux instructions réglementaires en la matière et en particulier, à « l'Instruction ministérielle du 15/07/1974 sur la signalisation routière » et ses modifications – Livre I – 8ème partie.

Il est rappelé que l'entreprise doit également la vérification et l'entretien de cette signalisation pendant la durée de son chantier.

10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

10.1. Présence d'amiante

Préambule :	Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, le Maître de l'Ouvrage a fait procéder à l'établissement d'un diagnostic de recherche d'amiante et de son état de conservation. Rapport amiante avec résultats négatif. Le rapport sera fourni au titulaire sur demande.
Lots concernés :	Tous les lots
Localisation :	Voir rapport diagnostic Amiante avant travaux du 15/01/2011
Référence du rapport de diagnostic :	Non communiqué au CSPS
Conditions d'évacuation et d'élimination :	<ul style="list-style-type: none"> • Ces travaux sont réalisés conformément aux réglementations en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ➢ décret 2012-639 du 4 mai 2012 modifié le 8 juillet 2013 ➢ arrêté du 23/02/2012 Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante modifié le 08/03/2012 ➢ décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 consolidé au 1er juillet 2006 « relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante » ➢ guide ED 6091 – Travaux de retrait ou d'en capsulage de matériaux contenant de l'amiante ➢ recommandations CNAM R376 ➢ recommandations CNAM R378 • Le Plan de Retrait ou le mode opératoire établi par l'entreprise et diffusé à l'inspection du travail sera communiqué, dans le même temps, au Coordonnateur Sécurité.

10.2. Présence de plomb

Préambule :	SO
Lots concernés :	
Localisation :	
Référence du rapport de diagnostic :	
Conditions d'évacuation et d'élimination :	<p>Suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Principes généraux de prévention : loi n° 91-1414 du 31 12 1991 consolidé e au 01/09/2007 • Prévention des risques chimiques : décret n° 92-1261 du 03 12 1992 consolidée au 01 janvier 1993 • réglementation relative à la protection des travailleurs exposés au plomb • Dépose, enlèvement et emport en décharge agréée par le lot Démolition Gros œuvre: utilisation des protections individuelles adaptées. • Menuiseries extérieures / menuiseries intérieures / serrurerie : Dépose pour réemploi <ul style="list-style-type: none"> • protection par polyane, dépose et stockage sur chantier : lot démolitions gros œuvre • emport en atelier pour décapage, réparation : par le lot concerné • NOTA : les encadrements sont protégés par le lot démolition et décapés in situ par le peintre menuisier avant réparation par les lots concernés. • Murs à conserver : <ul style="list-style-type: none"> • protection par polyane : lot démolitions • décapage in situ : lot peinture démolitions gros œuvre

10.3. Présence de termites

Préambule :	SO
Lots concernés :	
Localisation :	

Référence du rapport de diagnostic :	
Conditions d'évacuation et d'élimination :	La loi 99.471 du 8 juin 1999 dite « loi termites » précise à l'article 3 qu'en cas de démolition : « Lorsque dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés par les termites sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

10.4. Autres matériaux (radioactifs / déchets contaminés etc...)

Lots concernés :	SO
Localisation :	
Conditions d'évacuation et d'élimination :	

10.5. Travaux de démolition ou de réhabilitation

Conservation des façades / Démolition	L'attention de l'entreprise chargée de la démolition est attirée sur le fait qu'en préalable à toute démolition ou réhabilitation, elle doit procéder à : <ul style="list-style-type: none"> • un diagnostic • l'établissement d'une méthode de démolition avec par phase, les moyens de prévention adaptés aux risques. • l'établissement d'une méthode de confortement par phase liée à la démolition / conservation. • l'approbation de ces éléments par un bureau d'étude. • la mise en sécurité vis à vis des tiers est réalisée avant toute intervention • lors des démolitions, les décombres seront aspergés d'eau, pour éviter les poussières. L'entreprise installera à ses frais les postes d'eau nécessaires.
Déconnexion des réseaux	Les entreprises de chauffage plomberie et électricité procéderont préalablement au démarrage des travaux de démolition à la déconnexion des réseaux dont elles ont la charge. Suite à leur intervention, elles produiront chacune pour ce qui les concerne un certificat de déconnexion adressé au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre. Une copie de ce certificat est communiquée au Coordonnateur Sécurité.
Lots concernés :	Plombier, électricien
Disposition en cas de litige	L'absence d'un certificat de déconnexion constitue un point d'arrêt aux travaux de démolition.
Localisation :	
Conditions d'intervention	

10.6. Travaux de grande hauteur

Lots concernés :	Gros œuvre, étanchéité,
Localisation :	Rive
Description :	Garde-corps et platelage sur consoles fixées en façade par système traversant Garde-corps à pince sur relevés Mise en place de fourreaux de réservation au pas de 1,50 m minimum, pour G.C. provisoires.
Dangers spécifiques :	Risque de chutes
Lots concernés :	Charpente métallique
Localisation :	Montage : Structure, portique de grandes portées (travaux devant satisfaire aux recommandations de la CNAM R-356)
Description :	Zone neutralisée par balisage Zone interdite aux manœuvres d'engins divers Zone d'intervention correctement compactée et réglée Aires de manœuvre en périphérie du bâtiment désencombrées Détailer dans le PPSPS le mode opératoire de mise en place des filets et du levage des portiques
Localisation :	Mise en œuvre des bacs de couverture et chéneaux
Description :	Surface de recueil type plate-forme ou filet pare chute en sous face de la charpente et en périphérie

Dangers spécifiques :	Risque de chutes
Lots concernés :	Bardage – façade – murs rideaux
Localisation :	Mise en œuvre du bardage de l'enduit, de la peinture ou des murs rideaux.
Description :	Echafaudage conforme au décret n°2004-924 du 1/09/04 consolidé le 03/09/2004
Dangers spécifiques :	Risque de chutes

10.7. Travaux de terrassement ou de tranchées

Description :	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux de terrassement pour la réalisation des réseaux • Travaux de terrassement pour fondations : voir fondation
risques spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> • chute de hauteur • effondrement de talus • heurt • risques liés aux réseaux (électriques, etc...) existants
Conditions d'intervention :	<ul style="list-style-type: none"> • Marquage au sol des réseaux par les exploitants en présence de l'entreprise • rabatement de nappe • Stockage éloigné des têtes de talus • Blindage systématique lorsque : <ul style="list-style-type: none"> • la hauteur de la tranchée est supérieure ou égale à 1.3 m et sa largeur est inférieure aux 2/3 de sa profondeur (décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010). • la cohésion du terrain ne permet pas de garantir la tenue des terres • Mise en place de passerelle pour permettre le franchissement des tranchées en sécurité • Balisage 2 faces des tranchées ouvertes + de 24 heures • Ecrêtage des têtes de talus • Demande de DICT auprès des différents concessionnaires • L'intervention au droit des réseaux devra être effectuée conformément au décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010 (art 171 à 185) et aux articles R4534-107 à R4534-125 du Code du Travail. • « Scan » des réseaux à réaliser
Responsable de la mise en œuvre	Lot : VRD - Terrassement

10.8. Travaux de fondations

Description :	<ul style="list-style-type: none"> • SO
Risques spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> • Nuisance : bruit / vibrations • heurt
Conditions d'intervention :	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention hors Co-activité dans la zone des locaux existants • Intervention hors Co-activité dans la zone des travaux pour l'extension • Balisage des fouilles en attente
Responsable de la mise en œuvre	Lot : Gros-œuvre et ses sous-traitants

10.9. Utilisation de produits dangereux

Nature des produits :	Colle, résine, peinture, matériaux d'isolation, mousse polyuréthane, <u>NOTA:</u> Utilisation de produits chimiques dangereux : à performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité doit être retenu.
Localisation des interventions :	Pièces fermées, circulations communes.
Risques spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> • Explosion, incendie • Inhalation de produits nocifs ou toxiques • Inhalation de poussières • Heurt

Conditions d'intervention.	<p>Les travaux générateurs de nuisances tels que émanation de vapeurs nocives ou de poussières, sont à réaliser en priorité en atelier.</p> <p>En cas d'impossibilité, mettre en œuvre des moyens collectifs adaptés aux situations de Co-activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ces travaux sont réalisés hors Co-activité • ventilation des locaux • choix des techniques et des modes opératoires à réduire sinon à éliminer les risques liés à l'émanation, l'inhalation <p>L'entreprise transmet impérativement au Coordonnateur la fiche de sécurité des produits à utiliser</p> <p>L'entreprise générant des nuisances particulières tel que défini ci avant, doit, en plus des EPI fournis à ses employés, prendre les dispositions nécessaires pour protéger les autres personnes travaillant à proximité</p>
Responsable de la mise en œuvre	Entreprise concernée par la mise en œuvre de ces produits

10.10. Ouvrages particuliers à réaliser

Localisation :	<p><u>Travaux en vide sanitaire</u></p> <p>Afin de limiter la pénibilité du travail, les travaux de plomberie situés dans l'emprise du vide sanitaire devront être réalisés en parallèle avec l'avancement des travaux de gros œuvre.</p> <p>Le mode constructif s'orientera vers un accrochage des canalisations sur les soubassements périphériques.</p>
Risques spécifiques :	
Conditions d'intervention :	
Responsable de la mise en œuvre	

10.11. Autres

Localisation :	<ul style="list-style-type: none"> • Falaise
Risques spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de hauteur • Effondrement falaise
Conditions d'intervention :	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention hors Co-activité dans la zone de confortement falaise • Intervention hors Co-activité dans la zone des travaux pour l'extension • Balisage des fouilles en attente
Responsable de la mise en œuvre	Lot : Gros-œuvre et ses sous-traitants

10.12. Engins de guerre

En cas de mise à jour d'engins de guerre (munitions et autres) au cours des travaux, les dispositions suivantes devront immédiatement être prises par l'entrepreneur :

- arrêt immédiat de tout travail dans un rayon de 100 m autour de l'objet,
- alerte immédiate de la police et des services techniques de la mairie qui alerteront le service départementale de la sécurité civile (déminage).

10.13. Emploi des explosifs

Sur le chantier, l'emploi des explosifs est strictement interdit.

10.14. Vestiges historiques

Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit le signaler au maître d'œuvre et faire la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite. Sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, l'entrepreneur ne doit pas déplacer ces objets ou vestiges sans autorisation de la personne responsable du marché. Il doit mettre en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol.

10.15. Travail isolé

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 consolidée au 01 janvier 1997 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010

10.16. Travaux "acrobatiques"

Tous les travaux à « corde » devront respecter le décret 924 du 1er septembre 2004 consolidé le 03/09/2004 et notamment l'article R 4323-89 et 90.

10.17. Canalisations en Fibro-ciment

Lorsque les travaux mettent à jour des canalisations en fibro-ciment, l'entreprise doit stopper des travaux, prévenir le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre et attendre le résultat de l'analyse liée à l'amiante. Si cette canalisation est amiantée, elle sera gérée conformément à la réglementation en vigueur.

10.18. Stockage de carburant (chaudières, cuves, canalisations, etc...)

Les installations concernées seront vidangées et un dégazage par une entreprise spécialisée, sera réalisé avant toute intervention. Un certificat de dégazage sera transmis au Maître d'œuvre et au CSPS avant démolition.

11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ

11.1. Organisation de la phase préparation de chantier :

L'organisation suivante est retenue :

1. installation de chantier : clôtures, bungalow.
2. en parallèle : réalisation des voies d'accès intérieures, réalisation des réseaux primaires.
3. fin de l'installation de chantier avec raccordements de tous les fluides.
4. terrassements généraux bâtiments et suite suivant le planning

Dysfonctionnement ou dérapage du calendrier

En cas de dysfonctionnement ou dérapage du calendrier, la Co-activité des entreprises doit être étudiée par le Maître d'œuvre en accord avec le Coordonnateur Sécurité.

11.2. Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :

Lots concernés :	VRD/façades, charpente couverture/ autres corps d'état.
Localisation :	Pieds de façades Dallage, plancher, combles à l'aplomb des postes de travail
Mesures prises :	<p><u>Cas de l'entreprise générale :</u> Ces dispositions ne peuvent être confirmées qu'après désignation de l'entreprise, et sont fonction de l'enchaînement des tâches et du planning de travaux T.C.E. que l'entreprise établit. En l'absence de calendrier de travaux ce chapitre ne traite que des généralités. Suivant planning prévisionnel des travaux joint au dossier DCE. En cas du non application de ces consignes, le Coordonnateur SPS se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage le gel provisoire de ces zones de travail.</p>
	<p><u>Travaux superposés</u> D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés. Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, sont mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.</p>
	<p><u>Chutes d'objets</u> Les entreprises veillent à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toute chute de matériel ou matériaux (mode opératoire, protection collective, dispositions particulières). Ces mesures doivent être mentionnées dans le P.P.S.P.S. En cas d'impossibilité, il est exigé une protection complémentaire au sol (balisage, interdiction formelle d'accès pour une période définie, modifications des accès provisoires, protection renforcée surveillance</p>
	<p><u>Protection liée à la superposition des tâches dans un lot</u> Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot met en place les mesures de protections nécessaires (filets, platelage...) et en assure l'entretien et le démontage.</p>
	<p><u>Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots</u> Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les entreprises réalisant les travaux le plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires. Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.</p>
	<p><u>Co-activité - Simultanéité</u> Le Maître d'œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de soudure, meulage, démolition, travaux bruyants, Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée. La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.</p>
	<p><u>Co-activité - Simultanéité</u> Le Maître d'œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalisation des colonnes ballastées : groupe de villas • charpente couverture • VRD/façades • soudure, meulage • mise en place d'un échafaudage commun : mise en place par le façadier au titre du compte inter

entreprise - utilisation par le charpentier/couvreur pour réaliser l'habillage en sous face des avancées de toit.

- utilisation par le charpentier/couvreur pour la mise en place des chéneaux et descentes EP - utilisation par le serrurier pour la mise en place du garde-corps définitif en protection contre les chutes sur les balcons la gestion des temps est à régler par l'OPC.
- .mise en place de recettes à matériaux :
- mise en place par le gros œuvre au titre du compte inter entreprise
- emplacements en quinconce, pour rendre accessible R+1 ; R+2 ; R+3.
- utilisation par le lot cloison, le lot carrelage, le lot plombier, le lot serrurerie
- les emplacements sont à gérer par les entreprises intervenantes et reproduites sur la plan d'installation de chantier.
- la gestion des temps est à régler par l'OPC

Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne.

La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.

11.3. Modalités de coopération entre les entreprises, les employeurs et les travailleurs indépendants

➤ SO.

12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

12.1. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Règle de diffusion et de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur • Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté pour avis, par : le médecin du travail de l'entreprise les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel • L'entreprise chargée du gros œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (liste fixée par Arrêté) doit communiquer son P.P.S.P.S. : à l'inspecteur du travail Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CARSAT) Régionale de l'O.P.P.B.T.P. au chantier (disponibilité permanente) <p><u>SUIVI</u> Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage.</p>
Contenu	<p><u>P.P.S.P.S.</u> Ce document doit être établi par toute entreprise intervenante. La réflexion sur les risques engendrés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés s'élargit aux mesures prises pour prévenir les risques générés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le chantier et son environnement • les autres entreprises • l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres intervenants • description du mode opératoire concernant un ouvrage spécifique et/ou démolition, création de sous-œuvre, désamiantage, décapage du plomb <p>L'entrepreneur qui, après analyse, estime que l'exécution des travaux ne présente aucun risque doit en faire mention expresse sur le plan.</p> <p>Le P.P.S.P.S. doit présenter les conditions du contrôle de l'application des mesures. Ce contrôle est assimilable à celui d'une démarche "qualité". Seuls les entrepreneurs de gros œuvre, du Lot principal ou de présentant des travaux à risques particuliers, sont tenus d'envoyer leur P.P.S.P.S. à la CARSAT., l'O.P.P.B.T.P., DIRECTE, avant toute intervention sur le chantier. A cet envoi est joint l'avis du Médecin du Travail ainsi que celui des membres du C.H.S.C.T. ou à défaut des délégués du personnel.</p> <p><u>Objectif</u> Rattacher étroitement des mesures de prévention aux procédés et modes d'exécution en fonction des risques qu'ils créent. Intégrer les mesures de prévention au processus et à l'outil de construction Coordonner les dispositions prises par les différents entrepreneurs.</p>

12.2. Sous-traitance

Diffusion du P.G.C.	Le titulaire d'un marché est tenu de remettre le P.G.C. à ses sous-traitants. Il doit, de plus, leur remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenue en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut être son propre PPSPS).
Etablissement du P.P.S.P.S.	Chaque sous-traitant dispose alors d'un délai d'au moins 8 jours pour établir son PPSPS, après réception du contrat signé par l'entrepreneur et remise des documents cités ci-dessus.

**13 - COLLÈGE INTER-ENTREPRISES DE SECURITE DE SANTÉ ET
DE CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)**

13.1. Constitution d'un C.I.S.S.C.T.

so


14. LISTE DES INTERVENANTS

FONCTION	NOM et COORDONNÉES	CORRESPONDANT
Maître d'Ouvrage	ESID TLN	
Maître d'Ouvrage délégué Conducteur d'opération Mandataire du Maître d'ouvrage	Ldt Raphael BILLARD	
Architecte Maître d'œuvre		
Maître d'œuvre d'exécution	Bureau Maîtrise d'œuvre de l'USID de Toulon	
Coordinateur de travaux Pilote O.P.C		
Economiste		
Bureaux d'étude géotechnique		
Bureaux d'études fluides		
Bureaux d'études structures		
Bureau de contrôle		
Coordonnateur Sécurité	<u>SECURITE OBLIGE</u> 22 Rue des Baudes 83 390 CUERS T : 04.94.31.08.03 / 0648038653/ 0667534615 Email : securite.oblige@orange.fr	Phase conception : Hélène CHAPELET Yves SCHOEFS Phase réalisation : Hélène CHAPELET Yves SCHOEFS
. DIRECCTE	177, boulevard Charles Barnier 83000 TOULON T : 04.94.09.64.56 F : 04.94.09.65.40	
. C.R.A.M. - CARSAT	ZUP de La Rode – Rue Emile Ollivier 83100 TOULON T : 04.94.46.89.64 - F : 04.94.46.89.63	Mme. FOLCHER M. GIRAUD
. O.P.P.B.T.P.	Les Docks Atrium 10.6 10 Place de la Joliette – 13002 Marseille T : 04.91.71.48.48 - F : 04.91.22.66.64	M. MASUREL
. Inspection du Travail des Armées	ITA TOULON BP 942 83 800 TOULON ARMEES T : 04.22.42.19.09 F : 04.22.42.08.30	C.F. BLACHE
. CARSAT	ZUP de La Rode – Rue Emile Ollivier 83100 TOULON T : 04.94.46.89.64 - F : 04.94.46.89.63	Mme. FOLCHER M. GIRAUD
. O.P.P.B.T.P.	10 Place de la Joliette Atrium 10.6 – Les Docks 13002 MARSEILLE T : 04.91.71.48.48 - F : 04.91.22.66.64	M. MASUREL


15. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT

URGENCES BASE NAVALE

LES NUMEROS QUI SAUVENT

	
PC MARINS - POMPIERS	18 (Poste marine)
	04 22 42 12 18
	04 22 43 44 30
	04 22 42 20 18
SAMU	15
GENDARMERIE MARITIME	17 (Poste marine)
	06 74 89 76 91
	04 22 43 45 86
PC BASE NAVALE	1414 (Poste marine)
	831 73 21 171
	04 22 42 11 71

CONTACTS BASE NAVALE

	
BUREAU COORDINATION	
CC Casteu (Chef du bureau coordination)	831 73 34 091 - 04 22 43 40 91
PM Barbier (adjoint du Chef du bureau coordination)	831.73.33.862 - 04 22 43 38 62
TSEF Gerelli (adjoint du Chef du bureau coordination)	831.73.22.600 - 04 22 42 26 00
BUREAU GRUES ET BASSINS	
IEF BATY (Chef de bureau grues et bassins GBV)	831 73 33 986 - 04 22 43 39 86
EV1 DUCHESNE (adjoint du chef du bureau GBV)	831 73 34 001 - 04 22 43 40 01
CELLULE RESEAU	
EV1 JAFFRENNOU	831 73 22 827 – 04 22 42 28 27
CELLULE EXPLOITATION DE LA BASE NAVALE	
EV1.GUYOT D'ASNIERES DE SALINS	831 73 35 108 – 04 22 43 51 08
CELLULE SST DE LA BASE NAVALE	
Chargé de prévention : TSEF Tatoux	831 73 22 746 - 04 22 42 27 46
Agents de prévention :	
M. De Regibus	831 73 33 594 – 04 22 43 35 94
M. Megel	831 73 22 655 – 04 22 42 26 55
M. Guillon	831 73 20 727 – 04 22 42 07 27
M. Savournin	831 73 36 475 – 04 22 43 64 75
M.Pomares	

A1.2 Cantonnements

Dispositions Générales :

Dès leur désignation, les entreprises communiquent au Coordonnateur Sécurité, leur courbe d'effectif.

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010
- fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 99
- il est très important de noter que le site est particulièrement exposé aux risques de foudre et aux vents très violents, toutes les installations devront prendre en compte ces paramètres

Il est à noter qu'en cas de présence de personnel féminin travaillant sur le chantier, des vestiaires, WC et éventuellement des douches, en nombre suffisant, devront leur être affectés exclusivement.

- La base vie sera installée dans l'emprise terrain du Sémaphore, sur l'emplacement qui sera dédié à la vigie provisoire

Description Nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement nouvelle localisation	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien	Répartition des frais
Vestiaires	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne (1 bungalow de 6 x 2.5 pour 12 personnes)	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	- Chauffage - Armoires ou vestiaires avec serrure ou cadenas - Bancs - Patères pour l'accrochage des vêtements humides. - Revêtement de sol facilement lessivable	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.	Entreprise titulaire		Entreprise titulaire
Réfectoires dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité d'accueil est limitée de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	- Chauffage - tables et chaises en nombre correspondant aux vestiaires. - La surface des tables aisément lessivable. - chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises. - Garde-manger ou réfrigérateur	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.			
Sanitaires	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	Aménagement d'escalier à l'entrée du sanitaire. WC chimiques tolérés	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.			
Bureaux	Dimensions et équipements suivant précision du Maître d'Œuvre.	Bungalow spécifiques. Bungalow confondu avec le réfectoire. Garages des villas dans un deuxième temps. Une des pièces d'un appartement	Fourniture d'équipements de protections individuelles destinés aux visiteurs (bottes de chantier, casques).		Entreprise titulaire	Entreprise Principale L'entreprise assure quotidiennement le nettoyage des parties communes du cantonnement	

17. ANNEXE 2 TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DE LA VIGIE PROVISOIRE

A2.1 Dispositions particulières

Les règles suivantes seront appliquées permettant de gérer au mieux les risques ci-après :

Description : Risque de chute d'objet lors des travaux

Disposition à prendre :

- Mise en place de filets de retenues
- Création d'une zone de chute balisée et interdite à toute personnes..

Localisation : Zone de travaux

Lot chargé des dispositions à prendre : Entreprise titulaire

Description : Risque de chute de personnels

Disposition à prendre : Le personnel travaillant devra être formé et habilité aux travaux
Port des EPI adaptés à la tâche obligatoire

Localisation : Zone de travaux

Lot chargé des dispositions à prendre : Entreprise titulaire

Description : Risque de chute des charges manutentionnées en cours travaux

Disposition à prendre :

- Implantation de l'engin de levage interdisant le survol des charges au-dessus de la zone utilisateurs
- Interdiction de survol de charge par
 - limiteur d'orientation
 - Limiteur chariot
- Consignes d'exploitation pour le grutier
- Gestion électronique du crochet
- Aucun déchargement par grue n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier.
- Le survol des charges à manutentionner est strictement limité à l'emprise du chantier.

Conditions d'enlèvement des matériaux présentant un risque particulier

Tout produit présentant un risque particulier doit être éliminé par et à la charge de chaque entreprise utilisatrice ou ayant un contact avec ces produits.

Liste indicative des matériaux concernés :

- .amiante
- .peinture et vernis - emballage
- .tous produits chimiques
- .hydrocarbures
- .produits de soudage

Moyens mis en œuvre caractéristique	Localisation	Phasage	Lot chargé de la mise en place et de l'entretien	Répartition des frais
Bennes à gravois	Emplacement permettant les échanges de bennes sans intervention de la grue	Mise en œuvre à la fin de la période de préparation	Entreprise titulaire	Entreprise Titulaire

A2.2 Cantonnements

Dispositions Générales :

Dès leur désignation, les entreprises communiquent au Coordonnateur Sécurité, leur courbe d'effectif.

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010
- fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 99
- il est très important de noter que le site est particulièrement exposé aux risques de foudre et aux vents très violents, toutes les installations devront prendre en compte ces paramètres

Il est à noter qu'en cas de présence de personnel féminin travaillant sur le chantier, des vestiaires, WC et éventuellement des douches, en nombre suffisant, devront leur être affectés exclusivement.

- La base vie sera installée dans l'emprise terrain du Sémaphore, sur l'emplacement qui ne gênera en aucun cas l'activité du Sémaphore. Emplacement à définir à ce jour avec l'utilisateur

Description Nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement nouvelle localisation	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien	Répartition des frais
Vestiaires	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne (1 bungalow de 6 x 2.5 pour 12 personnes)	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	- Chauffage - Armoires ou vestiaires avec serrure ou cadenas - Bancs - Patères pour l'accrochage des vêtements humides. - Revêtement de sol facilement lessivable	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.	Entreprise titulaire		Entreprise titulaire
Réfectoires dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité d'accueil est limitée de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	- Chauffage - tables et chaises en nombre correspondant aux vestiaires. - La surface des tables aisément lessivable. - chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises. - Garde-manger ou réfrigérateur	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.			
Sanitaires	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	Aménagement d'escalier à l'entrée du sanitaire. WC chimiques tolérés	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.			
Bureaux	Dimensions et équipements suivant précision du Maître d'Œuvre.	Bungalow spécifiques. Bungalow confondu avec le réfectoire. Garages des villas dans un deuxième temps. Une des pièces d'un appartement	Fourniture d'équipements de protections individuelles destinés aux visiteurs (bottes de chantier, casques).		Entreprise titulaire	Entreprise Principale L'entreprise assure quotidiennement le nettoyage des parties communes du cantonnement	